

A propos de l'ouvrage de Pierre Maillard, *De Gaulle et le problème allemand*

Paul-Marie de LA GORCE

« A propos de l'ouvrage de Pierre Maillard, *De Gaulle et le problème allemand* », *Espoir* n° 127, 2001

Pierre Maillard a été, plus que tout autre, associé à l'œuvre de réconciliation, d'entente et même d'union que le général de Gaulle a entreprise à l'égard de l'Allemagne après son retour au pouvoir. Et, plus qu'il en était, à sa place, un artisan, il en a été partisan. Comme à la lecture de la première édition de ce livre, on ne peut être ici qu'impressionné par les pages consacrées à l'extraordinaire périple que l'ancien chef de la France libre, devenu président de la Ve République, accomplit en Allemagne en septembre 1962. Tout y est : le soin avec lequel tout fut préparé, l'attention mise à la composition du discours, le recours à la langue allemande, le choix soigneusement calculé mais singulièrement sagace des trois cibles particulièrement visées, la classe ouvrière, la jeunesse et l'armée, et le fantastique accueil populaire.

Impossible de ne pas sentir, en dépit de la discrétion qu'il s'impose à lui-même, que Pierre Maillard n'ait pas alors été profondément heureux : dans une vie d'homme et dans une carrière de diplomate, il n'y a pas souvent de circonstance pareille. Ce n'est là, bien sûr, que l'un des moments, même s'il fut le plus spectaculaire, du long parcours des relations entre le général de Gaulle et l'Allemagne. On le retrouve ici tel qu'il fut écrit dans la première édition de ce livre, suscitant les mêmes réflexions et, parfois, les mêmes interrogations. Pierre Maillard souligne, à juste titre, les éloges que le général de Gaulle adresse au peuple allemand, ce « grand peuple », dans ses écrits datant des années 20, alors que l'usage était alors souvent en France à l'accabler de tous les défauts, voire même d'une sorte de barbarie. Il ne peut éviter de rappeler que le jeune officier sortant de la tourmente de la première guerre mondiale fut instinctivement en faveur d'un traitement dur de l'Allemagne après la victoire, sévère pour ceux qui tentèrent, du moins à partir de 1924, de réussir la réconciliation qu'il accomplit lui-même près de 40 ans plus tard : il était alors dominé par le sentiment de la précarité d'une paix où il ne voyait qu'une trêve et par le pessimisme historique qui ne l'abandonna jamais mais qui, alors, lui faisait pressentir un nouvel affrontement - alors que d'autres pensaient qu'il fallait faire ce qu'il fallait pour essayer de l'éviter, du moins avant que l'accession de Hitler au pouvoir ne rendit ces efforts inutiles. De même Pierre Maillard reprend-il l'examen qu'il avait fait déjà des positions et propositions du général de Gaulle sur le traitement de l'Allemagne après la seconde guerre mondiale et sur le statut de la Rhénanie et de la Ruhr.

Ici, d'autres textes que ceux cités dans ce livre, montreraient davantage le caractère provisoire qu'ils avaient dans l'esprit du général de Gaulle comme il le dit, par exemple, au président Truman en août 1945, et l'on pourrait également souligner que la rupture intervenue entre Soviétiques et Occidentaux devait situer le problème allemand dans un contexte radicalement nouveau dont le général de Gaulle, s'il était resté au pouvoir, aurait naturellement tenu compte. Et, par-dessus tout, on n'oubliera pas que tous les gouvernements des Etats vainqueurs de la guerre, sans exception, se sont d'abord interrogés sur ce que serait le comportement de l'Allemagne et des Allemands et, dans cette attente, voulaient prendre des précautions contre le retour des tentations antérieures, au point même que les projets de partage de l'Allemagne présentés par les représentants américains à la conférence de Téhéran, soutenus par les Britanniques, étaient bien plus radicaux et définitifs que les propositions ultérieures de la France sur le Rhin et la Ruhr : mais l'essentiel fut l'adhésion profonde, massive et apparemment irréversible des Allemands à un avenir pacifique et démocratique qui, désormais, détermina leur histoire et qui, du même coup, devait changer le comportement des autres à leur égard.

Quoiqu'il en soit, le général de Gaulle, de retour au pouvoir, s'engagea dans cette entreprise de réconciliation, d'entente et d'union qui demeure, à distance, l'une des pages les plus significatives de sa politique étrangère qu'il mena sous la Ve République. Pierre Maillard en retrace les étapes durant « l'idylle » de 1958 à 1962, puis en montre les limites et les impasses à partir de « la crise du traité franco-allemand » et par contraste avec ce qu'il appelle « l'appel du large ». Mais, dans cette seconde édition, il va bien au-delà. Et l'on ne peut s'empêcher de trouver, dans les dernières pages de ce livre, le frémissement discret d'une émotion. Au terme de son récit, il paraît tout-à-coup se reprendre comme s'il fallait, au moment de conclure, porter un autre regard sur ce qu'il venait de dire, de décrire et d'analyser. Il change de ton. Il s'interroge et interroge l'Histoire. Pierre Maillard décèle dans l'action extérieure du général de Gaulle les principes qui l'ont guidé et tente de mesurer ainsi le bilan de son action en même temps que sa valeur. Il y voit « d'abord l'idée de nation » qui inspira, en effet, toute sa philosophie de l'Histoire et, en même temps, la pratique quotidienne de sa politique étrangère. La place primordiale donnée à l'action politique en était le second principe sans qu'elle ait en rien réduit l'importance naturellement accordée aux préoccupations économiques. « L'exigence d'indépendance » fut, d'un bout à l'autre, la ligne directrice de la politique suivie et tout y était subordonné. Le « contrôle démocratique » ou, si l'on préfère, le recours constant au soutien populaire, l'enracinement dans la volonté du peuple était, dit Pierre Maillard, le quatrième grand principe de cette politique. De là, montre-t-il, l'entreprise menée par le général de Gaulle à l'égard de l'Europe et de l'Allemagne.

Ce devait être, pour lui, une Europe respectant l'indépendance des Etats qui la composent mais, de la même façon, une Europe indépendante vis-à-vis de toute hégémonie extérieure, et le combat que la France, sous sa direction, mena contre le système des blocs, il voulait que l'Europe le mena dans son ensemble contre les hégémonies extérieures qui chercheraient à s'exercer sur elle. Pour Pierre Maillard, la réussite de cette entreprise supposait, en définitive, qu'elle soit menée en commun par l'Allemagne et la France. C'était, dit-il, la pierre angulaire de cette entreprise : sans elle, elle ne pouvait aboutir. Et c'est pour avouer, à la fin de son livre, que les trente années écoulées depuis la mort du général de Gaulle ont vu l'Allemagne se dérober et s'éloigner, tourner le dos à la voie dans laquelle le général de Gaulle aurait voulu qu'elle s'engage avec la France, avant que celle-ci, elle-même, ne semble s'en détourner ou du moins en oublier les impératifs. Ici s'ouvre inévitablement le débat. Il porte d'abord sur l'Allemagne. Est-il vrai que, même au temps de « l'idylle » de 1958-1962, elle était prête à répondre aux attentes du général de Gaulle ? On a tout dit, non sans raison, et on le revoit dans ce livre, sur une certaine parenté humaine, intellectuelle, ou même spirituelle, et de génération, entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Et il est bien vrai qu'il y eut dans la rencontre entre ces deux hommes quelque chose de symbolique et d'émouvant pour l'histoire de leurs deux pays et pour celle de l'Europe. Mais force est, pour l'historien, de constater que, tout en consacrant avec éclat la réconciliation franco-allemande, ils n'avaient de position identique ni sur les rapports avec la Russie, ni sur les relations avec les Etats-Unis, ni sur le système atlantique, ni sur ce que devait être l'organisation européenne, ni peut-être sur l'adhésion britannique à celle-ci, ni sur les problèmes apportés par l'actualité, tels que la guerre du Vietnam ou la crise du Proche-Orient.

L'entente avec la France est restée, depuis lors, profondément populaire dans l'opinion publique allemande, comme la réconciliation avec l'Allemagne peut l'être chez les Français. Mais l'essentiel est plus probablement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, au temps d'Adenauer comme sans cesse par la suite, la volonté profonde, unanime et constante des responsables allemands de ne jamais se détacher si peu que ce soit de leur entente la plus étroite

- certains diraient : de leur alignement - avec les Etats-Unis. Il n'en allait pas autrement il y a quarante ans et il en est de même aujourd'hui. Peut-être les préoccupations stratégiques et politiques l'expliquaient-elles davantage hier qu'aujourd'hui, où Pierre Maillard voit davantage la prépondérance des préoccupations économiques mais toutes, au fond, convergent dans le même sens. N'en va-t-il pas de même, du reste, pour les autres pays européens ? Il est significatif que tous aient voulu le maintien sans restriction du système atlantique après la fin de la guerre froide, sans esquisser la moindre aspiration à retrouver plus d'indépendance. Le fond et le tréfonds de ce comportement tient sans doute au traumatisme sans mesure des années 40 quand, en quelques années à peine, les quelques pays qui pensaient détenir à eux seuls le sort du monde s'effondrèrent les uns après les autres ou connurent un sentiment de détresse qui leur donna par la suite la conviction que leur propre sort ne leur appartenait plus.

S'agissant de l'Allemagne, le général de Gaulle, comme le suggère Pierre Maillard, espéra certainement qu'elle retrouverait le goût de l'indépendance tout en s'associant avec la France : comme je suggérais, au cours d'une conversation avec lui datant de 1964, que le souci de s'aligner étroitement sur les Etats-Unis était devenu primordial pour les Allemands, il me répondit, presque en maugréant, « c'est un grand peuple ». Plus tard il devait, par exemple dans ses entretiens avec Alain Peyrefitte, reconnaître que, sans doute, il en avait trop espéré.